

La Dépression internationale de l'entre-deux-guerres et l'économie rurale grecque (1928-1935).

Crise agraire et commercialisation de la production

The Great Depression and the Greek rural economy: agrarian crisis and rural production's commercialisation.

Abstract

Catherine Brégianni

Senior Researcher, Greek Modern History Research Centre of the Academy of Athens

According to the League of Nations (SDN, 1931) agrarian crisis had in the early 30's a generalised negative influence in the European economies, highlighted by the considerable fall of agricultural products' prices. It is to be noted that Great Depression initially appeared in Europe as a severe agrarian crisis.

This paper will focus on the Greek interwar rural economy; as interwar Greece was primary a rural country, the crisis affected its foreign trade balance, while commercialised products (mainly olive oil and tobacco among them) faced a considerable decrease of their prices. In general, between the years 1929-1931 took place a significant decline of the Greek agricultural production, primary in terms of value and secondly of volume. In terms of everyday life, agrarian crises had a great influence concerning rural population, as it is described by State's sources.

The international context, and the financial crisis, forced the Greek State to re-orientate its agricultural policy; in the framework of an increasing protectionism, agricultural production was orientated to the internal market, while wheat's culture was supported by technical and institutional interventions. On the other hand, export trade was based on clearing agreements.

By these means, at the late 30's an increase was achieved in agricultural output, according to the official statistical data. Nevertheless, the growing lending of the farmers and the "bankruptcy" of the cooperative movement describe a different situation in Greek rural areas.

I. Introduction : facteurs globaux et régionaux à l'interprétation de la crise

L'agriculture était le seul secteur de l'activité économique en Grèce qui, en 1930 et même depuis 1929, avait déjà manifesté de sérieux symptômes de la dépression¹ : le secteur agricole fut gravement touché par le déséquilibre du commerce international, n'étant néanmoins que la manifestation régionale de la dépression mondiale. En outre, il faut considérer, parmi les conséquences de la crise, la limitation du nombre des marchés extérieurs qui pourraient absorber les produits agricoles commercialisés², leur monoculture en Grèce des années vingt étant la forme prépondérante de la production rurale. D'ailleurs, la commercialisation de la production et la culture intensive au sein de la petite propriété ont naturellement suivie la réforme agraire.

Hors du contexte international on doit, alors, considérer les origines régionales de la crise : la politique bancaire favorisant l'octroi de crédits étendus vers le secteur rural³ a été une nécessité en ce qui concerne l'intégration de l'agriculture au marché national, mais au même temps a conduit vers le surendettement des agriculteurs et de leurs organisations collectives, les coopératives⁴. A ce point, même s'il est hors des objectifs de ce texte, on doit mentionner que durant l'entre-deux-guerres le système du marché local a été construit sur la base des hiérarchies économiques et celles administratives : cette dernière -ayant un objectif politique-, a été proliférée et équipée du personnel scientifique, dans le but de faciliter la continuité des réseaux urbains et de ces fonctions économiques⁵. Même si l'historiographie grecque moderne a mis l'accent sur le rôle modernisant –et même ‘révolutionnaire’- de ces hiérarchies et de

¹ Cf. parmi autres sources Chr. Evélpidis, *La crise agraire en Grèce*, *Archives des Sciences Economiques et Sociales*, I, 1931 XI, p. 146, en grec.

² Autre que la limitation des marchés extérieurs, il faut noter que pendant les années trente les **échanges** commerciaux ont été basés sur le système de la compensation commerciale : le balance de ce commerce a été en permanence favorable aux pays très industrialisés, au détriment des pays exportateurs de matières premières. Cf. Société des Nations, Secrétariat, *Le cours et les phases de la Dépression Economique Mondiale*, Genève, 1931, p. 91.

³ Cf. aussi les constatations du Gouverneur de la Banque de Grèce E. Tsouderos par rapport à la relation entre les crédits agricoles étendus et la crise rurale. Exposé du Gouverneur de la Banque de Grèce à son Conseil Administratif, séance du 4 novembre 1931. Cité in : Banque de Grèce, *Rapport sur le bilan de l'an 1931*, p. vi-vii, en grec.

⁴ Cf. C. Brégianni, *Les banques, l'agriculture et L'Etat. Stratégies de crédit et politique agraire en Grèce de 1861 à 1940*, Lille, Septendriion, 2002.

⁵ Cf. concernant le cas parallèle chinois, bien sûr dans un climax géographique toute différent, J. W. Skinner, *The city in late imperial China*, Stanford, 1977, ‘Urban and rural in chinese society’, p. 254 etsq.

ces réseaux, les sources archivistiques relatives et les itinéraires individuels de plusieurs membres de cette administration ont démontré la formation d'une nouvelle bureaucratie publique défendant le consensus social⁶. Ceci coïncide d'ailleurs avec le discours politique des chefs d'Etat libéraux⁷. En outre, la constatation correcte de E. Tsouderos, gouverneur de la Banque de Grèce dès 1930 à 1937, que le surplus de main-d'œuvre –occasionné par l'établissement des réfugiés et en général le retour de la population à ses activités quotidiennes après les aventures militaires des années dix et vingt- a accéléré l'arrivée de la crise, puisse être aussi liée à l'application d'une politique agraire centrale visant à incorporer cette population, qui formait un dispositif révolutionnaire, même avant l'arrivée de la crise.

On constate, alors, que facteurs tant économiques et sociaux interviennent au niveau local pour définir le caractère de la crise et les moyens à la confronter : ceci nous aide à conceptualiser une approche qui veut nier la dichotomie entre l'économie et la société par rapport à l'étude du monde rural. En outre, le cadre international de la crise démontre qu'une interprétation économique vue seulement du côté de la place périphérique de la Grèce au système européen de l'entre-deux-guerres, laisse à part la conjoncture transnationale. D'autre part, selon des interprétations des contemporaines, la crise mondiale n'avait pas seulement un caractère économique mais il recouvrait aussi l'évolution politique et sociale⁸.

II. Préciser le cadre international

⁶ Cf. par exemple la création des mécanismes d'osmose autour des coopératives rurales : C. Brégianni, I. Karakatsianis, "Economy and Society in South Peloponnesus: the example of organizing the rural cooperation in Messinia from the beginning of the 20th century up to World War II.", in H. Gardikas-Katsiadakis, C. Brégianni (éds), *Agricultural cooperatives in South and Central Europe, 19th-20th century: a comparative approach*, introduction par C. Brégianni, Athènes, Académie d'Athènes, 2013.

Sur le rôle similaire du réseau bancaire à la campagne : Brégianni, «Banking system and Agricultural cooperatives in Greece (1914-1936): institutional renovation or economic decline?», in *ibid.* Il paraît, néanmoins, que ceci est le rôle diachronique et « transnational » de la formation des nouvelles couches bureaucratiques : en guise d'indication cf. J. Habel, "Un pays retrouve le chemin de la rue", *Le Monde diplomatique*, juillet 2013, p. 5.

⁷ Cf. par exemple les discours parlementaires de E. Venizélos, étant à l'époque Premier Ministre : Sénat des Grecs, Comptes-Rendus, Période 1929-1930, Séance 5^e, 23-12-1929 & Parlement Hellénique, *Journal Officiel du Parlement*, Période B', séance de 3-7-1929.

⁸ Cf. par exemple Evélpidis, *La crise agraire en Grèce, Archives des Sciences Economiques et Sociales*, ... op. cit., p. 145, E. Warga, *La crise économique, sociale, politique*, intr. De J. Charles et S. Wolikow, réimpr. De l'édition de 1935, Paris, Ed. Sociales, 1976, p. 174.

Les éléments provenant des statistiques de la Société des Nations démontrent que la crise agraire grecque est en effet un aspect régional du contexte international. Au niveau européen, et même mondial, il a été constaté depuis 1929 une baisse des prix de produits agricoles. L'année suivante (1930-1931), l'agriculture a été marquée par les phénomènes dépressifs, sous des formes de plus en plus graves⁹, les prix des produits agricoles manifestant une baisse encore plus importante (tableau 1). Ainsi, comme effet généralisé on doit mentionner la baisse des prix du froment sur le marché mondial, baisse dont les répercussions se faisaient sentir dans toutes les autres branches de l'industrie agricole¹⁰.

Tableau 1. Indices généraux des prix des produits agricoles

Base : premier trimestre de l'an 1929 = 100

PAYS	1930 (premier trimestre)	1931 (premier trimestre)
Allemagne	87.1	79.9
Angleterre	100	87.5
Estonie	80	64
Finlande	80	69.2
Hongrie	68.7	60.4
Italie	82.3	63.7
Pays-bas	89.3	77.1
Pologne	78.4	64
Argentine	89.5	60.1
Canada	99.7	61.9
Etats-Unis	93.5	67.4
Nouvelle Zélande	80.5	57.4

Source : Institut International de l'agriculture, *Les conditions de l'agriculture en 1930-1931. Commentaire économique de l'annuaire international de statistique agricole 1930-1931*, Rome, Treves/Treccani/Tummineli, 1932, p. 3.

Malgré que le Comité Economique de la SDN constate que les statistiques agricoles peuvent être mises en œuvre mais avec une extrême circonspection, la crise agraire au niveau européen était une réalité¹¹. Vue sous la perspective du déséquilibre

⁹ Institut International de l'agriculture, *Les conditions de l'agriculture en 1930-1931. Commentaire économique de l'annuaire international de statistique agricole 1930-1931*, Rome, Treves/Treccani/Tummineli, 1932, p. 35.

¹⁰ Société des Nations. Comité Economique, *La crise agricole*, Genève, 1931, vol. 2, p. 13.

¹¹ Ibid, p. 9.

global de l'activité économique, la crise agraire se rattachait à celle économique en suite de l'influence exercée mutuellement par la situation rurale et les conditions industrielles, commerciales et financières¹². Néanmoins, l'impact de la crise se diversifie, en prenant en considération que ses aspects régionaux sont connectés avec le niveau du développement rural¹³ : l'Europe de l'Est et les Balkans au XXe siècle n'ont pas encore connu la révolution industrielle, malgré des efforts modernisants exprimés dans le cas des pays balkaniques par les réformes agraires –signes d'ailleurs du changement agraire- et la prolifération du crédit agricole¹⁴. Ainsi, on peut en sécurité formuler l'hypothèse que la révolution agricole, produite vers les dernières décennies du XIX s. aux Etats-Unis et en Europe occidentale, a été à l'origine des énormes inégalités de productivité et de revenu entre les différentes agricultures du monde¹⁵, inégalités multipliées sous l'influence de la crise. En ce qui concerne le cas grec, sa dépendance par les marchés extérieurs l'a soumis encore plus intensivement à l'influence négative de la crise généralisée.

La baisse des prix des produits agricoles à l'échelle mondial peut être justifiée, hors des causes financières, par leur surproduction¹⁶, et par conséquence par l'offre qui dépassait la demande sur le marché international. Comme on le sait, la Première Guerre Mondiale a créé des conditions du protectionnisme spontané dans les Balkans grâce à la présence des troupes de l'Entente. A une échelle plus étendue, on peut noter que les prix élevés des produits agricoles pendant la même période ont conduit les pays asiatiques et américains, et spécialement les Etats-Unis, à étendre leur production. Ainsi, la baisse du prix du blé pendant les années 1930 et 1931 peut se

¹² Société des Nations. Comité Economique, *La crise agricole, op. p.*, p. 4. Egalement, Société des Nations, Secrétariat, *Le cours et les phases de la Dépression Economique Mondiale*, Genève, 1931, p. 131, avec les data quantitatifs sur la contraction du cycle d'affaires dans les industries manufacturières et le commerce.

¹³ Cf. sous cette perspective : M. Mazoyer, L. Roudart, *Histoire des agricultures du monde. Du néolithique à la crise contemporaine*, Paris, Seuil, 1997, p. 453.

¹⁴ Cf. en ce qui concerne la politique agraire des pays balkaniques durant les premières années du XIXe siècle : E. von Philippovich, *La politique agraire, trad.* S. Bouyssy, introd. A. Souchon, Paris, V. Giard-E. Brière, 1904, p. 272-334.

¹⁵ Cette inégalité ne veut pas dire qu'il existe une dichotomie entre l'agriculture monétarisée et celle d'autoconsommation. Une telle distinction aurait pu signifier l'évolution linéaire du mode de production agricole, ce qui exclut l'impact de la conjoncture historique. Cf. M. Aymard, «Autoconsommation et marchés : Chayanov, Labrousse ou Le Roy Ladurie ? », *Annales, Economies, Sociétés, Civilisations*, 1983, 38/6, pp. 1392-1410.

¹⁶ En outre, l'articulation de la surproduction des produits industriels avec la crise économique des années trente, a été mis en évidence non seulement par la bibliographie marxiste ou marxisante, mais aussi par la recherche actuelle : cf. Allen William A, Richhild Moessner, «Banking crises and the international monetary system in the Great Depression and now», BIS Working Papers, No 333, Monetary and Economic Department, December 2010 [www.bis.org].

justifier aussi par les récoltes abondantes du produit en Amérique¹⁷. Plus concrètement, comme les éléments statistiques de la SDN le montrent, les stocks de blé ont été augmentés progressivement au cours des années vingt (tableau 2), indiquant une certaine tendance de surproduction¹⁸. D'autre part, la crise internationale a eu comme conséquence la restriction du pouvoir d'achat de la population, et par la suite la demande en produits agricoles par les couches urbaines a été diminuée. En effet, ces deux approches sont supplémentaires, car ils démontrent les rapports réciproques qui régissent les diverses branches de l'économie et l'influence de la conjoncture historique. Une telle explication est aussi adoptée par la SDN qui constate que "si l'on se trouvait en présence d'une surproduction, il faudrait qu'elle eût été causée par une diminution de la demande¹⁹".

Tableau 2. Stocks mondiaux de blé (en millions de tonnes métriques)

1921	10,2	1926	10,1
1922	10,8	1927	11,3
1923	11,1	1928	13,4
1924	12,4	1929	21,3
1925	9,3	1930	19,0

Source : Société des Nations, Secrétariat, *Le cours et les phases de la Dépression Economique Mondiale*, Genève, 1931

Sous ce cadre, n'est pas étonnant le fait que les organes internationaux relatifs à l'organisation du commerce des produits nationaux ont pris une position favorable au protectionnisme, depuis déjà la fin des années vingt : cette position était en effet contradictoire au libre-échange et à l'intégration économique et monétaire qui était la stratégie politique adoptée par la Société des Nations et les autres organismes internationaux comme la Banque des Règlements Internationaux²⁰. Après l'échec du libéralisme économique à résoudre les questions concernant la stabilité monétaire au

¹⁷ Cf. aussi Evelpidis, op. cit., p. 164.

¹⁸ Société des Nations, Secrétariat, *Le cours et les phases de la Dépression Economique Mondiale*, Genève, 1931, p. 42.

¹⁹ Ibid.

²⁰ Cf. A. Chatriot, E. Leblanc, E. Lynch, *Organiser les marchés agricoles. Le temps de fondateurs*, Paris, A. Colin, p. 73.

niveaux international et de garantir le libre-échange²¹, le débat au fora internationaux entre protectionnisme et antiprotectionnisme a vite tourné en faveur de la première politique centralisatrice, ne se referant plus seulement au protectionnisme agricole mais en général à son rôle de régler l'activité financière²². Le centre politique et même la social-démocratie étaient en faveur du protectionnisme, n'existant que quelques rares voix se demandant sur le danger que la centralisation économique se transforme en centralisation politique et même militaire²³. Il s'agit des évolutions globales dans la sphère politico-économique, lesquelles se sont notées de façon parallèle également en Grèce.

III. Changement agraire, crise, et contexte social en Grèce

Comme on a l'a déjà insinué, des facteurs différents influencent sur le secteur rural grec : le surplus de la population, puisque l'exode rurale ne sera qu'un enjeu des années quarante et cinquante, les droits de la propriété de la terre qui changent radicalement après la réforme agraire et la monétarisation de l'économie agricole. Ces facteurs variés ne sont pas neutres : les événements historiques tels que les échanges des populations dans les pays balkaniques ou l'établissement de la Première République Grecque ont radicalement contribué à la nouvelle perception des élites par rapport à l'espace agricole et son intégration sociale. Le caractère traditionnel de l'agriculture se combine alors des facteurs novateurs : ainsi, la crise agraire internationale a manifesté aussi quelques aspects de caractère régional.

En effet, les tendances qu'on a remarquées au niveau international se manifestent aussi en Grèce durant les années vingt. Ainsi, dans le cadre de la réforme agraire on note une forte augmentation de la culture du blé aux régions de la Macédoine et de Thrace où la population chrétienne échangée -selon l'Acte de Lausanne- s'établie notamment. Dans ce cadre, vers la fin des années vingt la superficie cultivée -stationnaire jusqu'à 1926-1927- s'augmente, cette augmentation

²¹ Cf. C. Brégianni, «Régularisation transnational et idéologies dominants durant la période du nationalisme économique. Une contradiction de l'entre-deux-guerres européen?», *Neohellenica Historica*, 2 (2010), p. 37-58, en grec. Sur cette question cf. aussi, Archives de la Banque de France, Archives Privées de J. Rist, d. 28.

²² Chatriot, Leblanc, Lynch, *Organiser les marchés agricoles ...op. cit.*, p. 75.

²³ Cf. SDN, Union Interparlementaire, Archives de A. Mylonas. Telle fut aussi la préoccupation du social-démocrate Al. Papanastasiou, qui pose la question sur les différences entre le nationalisme économique et celle politique. Cf., «Régularisation transnational et idéologies dominants durant la période du nationalisme économique''... op. cit.

favorisant surtout la culture du blé et du tabac (tableau 3). Donc on constate une tension bilatérale : d'une part, la culture du blé qui vise au marché intérieur, et d'autre part la culture du tabac qui favorise la commercialisation de la production. Notamment en Macédoine on constate une augmentation des surfaces exploitées, variant de 15% à 20%²⁴. Cette procédure aurait dû se connecter avec la stabilisation du statut de la petite propriété qui devrait produire des articles pour autoconsommation mais aussi de s'orienter vers les marchés extérieurs pour survivre : il n'est pas donc par hasard que en ce qui concerne le tabac la moitié de la production totale qu'est évaluée la production des réfugiés²⁵. En même temps, l'augmentation des crédits versés à l'agriculture, et puis la fondation en 1929 de la Banque Agricole, facilitent la monétarisation du secteur rural, conduisant néanmoins vers son endettement énorme depuis déjà le début des années trente²⁶. Or, autour la fin de la décennie –juste avant la manifestation de la crise- la réforme agraire²⁷ et la monétarisation de l'économie rurale incarnent le changement des structures agricoles, l'accent mis sur l'orientation extérieure de l'agriculture grecque. En même temps, la réforme agraire des années '20, a aussi engendré des exploitations endettées depuis leur naissance²⁸, étant financée par des capitaux internationaux et nationaux.

Tableau 3. Terres cultivées en tabac et blé : 1924-1928

Régions	Superficie cultivée en blé 1924- 1925	Superficie cultivée en blé 1926 -1927	Superficie cultivée en tabac 1924 -1925	Superficie cultivée en tabac 1926-1927
Macédoine	488 963	508 676	187 303	255 024
Thrace	81 525	99 682	13 938	23 379
Vielle Grèce	5 412	54 984	9704	14 211

Source : *Dix-neuvième rapport trimestriel de l'Office Autonome pour l'Etablissement des Réfugiés, Athènes 22-8-1928*, p. 7 & 8

²⁴ Archives de la Banque de France, 13 70 199703, boîte 2, Emprunt de Stabilisation et d'Etablissement des Réfugiés de 1928, *Dix-neuvième rapport trimestriel de l'Office Autonome pour l'Etablissement des Réfugiés, Athènes 22-8-1928*, p. 7 & 8.

²⁵ Cf. Ibid, *Dix-septième rapport trimestriel de l'Office Autonome pour l'Etablissement des Réfugiés, Athènes 17-2-1928*, p. 10.

²⁶ C. Brégianni, "Crédit agricole et stratégies politico-économiques en Grèce : du libéralisme à l'intervention étatique de l'entre-deux-guerres. Un approche schématique", in EHESS/CRH, Universidad de Gerona (Spain), *Becoming richer or poorer through debt. Private credit and social change in the countryside*, Girona (Spain), 27-29 September 2012.

²⁷ C. Brégianni, "Réforme agraire et monétisation de l'économie rurale en Grèce (de la fin du XIX^e siècle à la Deuxième Guerre Mondiale)", in Conférence Internationale *La réforme agraire au futur et au passé*, organisée par Institut Hispanique/ Université de Paris IV, Université de Paris Ouest Nanterre, 24 septembre 2010.

²⁸ Cf. en ce qui concerne l'endettement de la population échangée –établie notamment en Macédoine et en Thrace- les Rapports trimestriel de l'Office Autonome pour l'Etablissement des Réfugiés dès 1924 à 1928. Archives de la Banque de France, 13 70 199703, boîte 2.

Il est à noter que cette procédure se trouve à la suite de directives déjà existantes de la politique agricole centrale, puisque la création de la petite propriété à la Vieille Grèce se basait à la nationalisation des terres ex-ottomanes après la création de l'Etat Grec (1828) et puis à réforme agraire de 1871 : celle-ci a distribuée les terres nationales à leurs cultivateurs, les couches bourgeoises ayant aussi droit d'achat. Néanmoins, une limite a été mise sur le nombre des hectares rachetés, et de cette façon la création d'une grande propriété a été exclut²⁹. La petite propriété de la vieille Grèce a été orientée –depuis le XIXe siècle- vers la culture des produits commercialisés, tels que le raisin sec et les olives. Des réseaux non officiels du crédit agricole ont été étalés, car le système bancaire s'absentait de l'agriculture jusqu'à l'intervention des organismes internationaux et la fondation de la Banque Agricole.

La petite propriété, dérivée ou non de la réforme agraire, a été aggravée profondément des dettes, comme le prouvent les statistiques agraires des années trente : selon les administrateurs de la Banque Agricole, la crise agraire entraînait l'endettement profond du secteur rural, en agissant sur l'activité régulière du crédit agricole³⁰. Néanmoins, il est légitime de se demander s'il n'était pas la dette agricole –au niveau mondial- qui a facilité la prolifération de la crise agraire d'entre-deux-guerres.

Le schéma très général décrit ci-dessus par rapport à l'agriculture grecque peut nous aider à formuler quelques hypothèses, en ce qui concerne la nature et les formes que la crise agraire internationale a montrées spécialement en Grèce, en articulant le contexte général aux conditions régionales. Ainsi, la prépondérance du secteur agricole grec se traduisait par la dépendance du pays aux fluctuations du marché international. La totalité des produits commercialisés (tabac, raisin sec, huile d'olive, vin etc.) étaient soumis aux effets négatifs de la dépression internationale et à la crise du commerce à l'échelle mondiale : ces effets ont aggravé les conditions économiques dans la campagne, vu que la baisse des prix des produits agricoles ne soit pas suivie d'un affaiblissement analogue des dépenses de l'exploitation agricole, la plus grande partie des exploitations enregistrant un déficit. Depuis, alors, le début des années

²⁹ Il s'agit de la procédure contraire de ça qui c'est passé en Espagne et en Portugal, où la réforme agraire du XIXe siècle a conduit vers la formation de la grande propriété. En ce qui concerne la procédure, géographiquement diversifiée, de la concentration de terre en perspective historique, cf. P. Luna, « Latifundia, haciendas et landgrabbing, en perspective historique », *Histoire (s) de l'Amérique Latine*, 8 (2013).

³⁰ Banque Agricole de Grèce, *Rapport sur l'activité de l'an 1930*, Athènes, BAG, 1931, p. 5.

trente on a constaté une diminution du pouvoir d'achat dans la société rurale et en général une détérioration du niveau de vie³¹. Malgré le fait que la perturbation de la balance entre les revenus agricoles et les dépenses nécessaires de l'exploitation constituait une caractéristique internationale de la dépression rurale³², sa combinaison avec les structures de l'agriculture grecque mentionnées ci-dessus a créé un image assez néfaste : *Spécialement en ce qui concerne notre classe rurale, elle a été soumise aux effets négatifs de la crise qui dévaste notre pays, ainsi qu'aux conséquences de la dépression internationale. On doit mentionner ici, en exprimant notre admiration, le courage immense de notre population agricole : jusqu'à aujourd'hui ils envisageaient des jours féroces qu'ils ont vécus et qu'ils vivent encore, avec un sang-froid et une persévérance remarquable*³³.

Cette situation défavorable a créé la protestation de la population agricole, qui plusieurs fois s'exprimait par de mouvements locaux³⁴, et l'émergence d'une vague de nouvelles revendications agricoles³⁵ : d'ailleurs, plusieurs sources, provenant de la part de la Banque Agricole ou du monde politique, font écho à la potentialité du monde rural à devenir un pôle révolutionnaire, puisque la crise renforçait la manque d'argent dans la campagne. Touchant surtout les produits commercialisés, la crise fait émerger le rôle social d'une nouvelle couche de la campagne, des cultivateurs du tabac, qui sont surtout des réfugiés établis au nord du pays³⁶. La Grèce, selon l'affirmation du Secrétaire du Secteur Economique de la IIIème Internationale E. Warga, constitue un des très rares cas, où le Parti Communiste a réussi à exploiter, pour ses propres intérêts, la situation de la crise devenue favorable, par suite du mécontentement de la population rurale³⁷ : *les luttes révolutionnaires des journaliers de la terre, ainsi que des petits et moyens agriculteurs, sont répandues sous la forme*

³¹ A. Michalakopoulos, "La dépression économique en Grèce", *Ergassia*, 16-5-1931, vol. 72, p. 487 (en grec) et Evelpidis, op. cit., p. 182.

³² Banque Agricole de Grèce, *Rapport sur l'activité de l'an 1930*, op. cit., p. 5.

³³ Banque Agricole de Grèce, *Rapport sur l'activité de l'an 1931*, Athènes, BAG, 1932, p. 3.

³⁴ Sur les mouvements de protestation locaux, spécialement en Thessalie, cf. C. Brégianni, A. Antoniou, «Aspects des conflits idéologiques et sociaux. Thessalie, de l'aube du XIX siècle à la fin de la I République Grecque», in Centre Historique de la Mairie de Volos (éd.), *Thessalie*, Volos, 2006, vol. I, p. 291-310, en grec.

³⁵ G. Dértilis, "Terre et pouvoir politique en Grèce, XVIII- XX siècle", *Annales ESC*, janvier-février 1993, 1, p. 102-103.

³⁶ En Grèce de l'entre-deux-guerres, le mouvement ouvrier est aussi née par le monde rural, puisque les ouvriers des industries du tabac –fondateurs du syndicalisme ouvrier- provient de la campagne. Cf. Bregianni-Antoniou, «Aspects des conflits idéologiques et sociaux», op. cit. A. Liakos, *Travail et politique en Grèce de l'entre-deux-guerres*, Athènes, 1993, en grec.

³⁷ E. Warga, *La crise économique, sociale, politique ...op. cit.*, p. 326.

*de grèves, de manifestations, de l'expulsion massive des percepteurs, de l'occupation des terres. Ces actes révolutionnaires, parallèlement à l'influence élargie du Parti ... mettent en évidence un dispositif de révolte qui existe en plaine, et affirment que les agriculteurs pauvres possédaient une dynamique révolutionnaire, qui représente l'atout le plus considérable du prolétariat*³⁸.

Il est exact que la tension à la campagne était liée aux effets négatifs de la crise: *La diversification du peuple rural se développe rapidement après l'invasion de la crise agraire et en général de la dépression économique*³⁹. La conjoncture économique a mis alors en danger la politique du consensus social, établie par le gouvernement libéral de Eleftherios Vénizelos (1928-1932). Ce dernier a insisté sur le fait que l'ordre politique, et la stabilité du régime parlementaire, ne peuvent s'appuyer que sur une agriculture prospère. D'ailleurs la réforme agraire et la monétarisation de l'agriculture ont évoqué une alliance entre les couches urbaines et la paysannerie, visant à la modernisation du secteur rural et à son intégration au marché national : sous ce cadre on peut aussi aborder la monoculture des produits commercialisés. Evidemment, les remèdes de la crise agraire devraient reconstituer non seulement le contexte économique, mais aussi l'équilibre perturbé de l'espace politique.

IV. Symptômes et remèdes

On a donc à préciser l'évolution de la production agricole grecque dès le début des années trente, afin que soient éclaircies les apparences de la crise et les divers paramètres en ce qui concerne l'adaptation progressive de la politique agraire centralisée et protectionniste. Le Haut Conseil Economique grec, suivant les modèles statistiques de la Société des Nations, a publié les indices de la production agraire pendant les années 1928-1935 (cf. tableau 4): celles-ci décrivent une décroissance sur valeur et sur volume pour les années 1929-1931, tandis que la restriction de la valeur de la production agricole n'est pas justifiée par une baisse analogue de son volume. La baisse considérable de la valeur des produits commercialisés (tabac, raisin sec, huile d'olive et olives) durant ces années sombres de la crise a pesé sûrement sur le

³⁸ Parti Communiste de la Grèce, *Textes officiels*, Athènes, Synchroni Epochi, 1988, t. IV, 1934-1940, p. 48-49, en grec.

³⁹ Ibid, p. 22.

déséquilibre entre volume et valeur de la production, en prenant en considération aussi que durant les années 1930 et 1931 les terres cultivées ont été accrues (tableau 5). Le modèle, alors, de la culture intensive, appliqué obligatoirement après la réforme agraire et la stabilisation définitive du statut de la petite propriété, est mis en doute par la crise agraire internationale. D'ailleurs, la valeur des produits d'exportation représente une baisse plus importante que celle des produits destinés au marché intérieur : puisque les exportations du tabac, de raisin sec, d'huile d'olive et de vin couvrent en 1930-1931 le 80% de la totalité des exportations grecques, les effets négatifs s'étalent sur l'ensemble de l'économie nationale⁴⁰. En outre, il faut ajouter que la baisse de prix de vente chez les agriculteurs était beaucoup plus considérable par rapport leur prix d'exportation⁴¹ : les taxes, les coûts élevés des transports, et surtout l'intervention des négociateurs et des grossistes ont engendré une différence considérable entre les prix de revient et ceux de détail⁴². Cette différenciation a touché les revenus agricoles, étant aussi suivie par la hausse du coût de production et les dépenses de l'exploitation⁴³.

Tableau 4. Index de la production rurale en Grèce

An	Volume	Valeur
1928 (base)	100	100
1929	92.3	75.1
1930	97.4	69
1931	87.7	67.6
1932	115.2	105
1933	139.7	130.3
1934	130.7	132.2
1935	136.6	

Source: Haut Conseil Economique, *L'économie grecque pendant l'année 1935*, Athènes, Imprimerie Nationale, 1936, p. 2 & 26, en grec.

Table 5. Index des terres cultivées

⁴⁰ A. Diomidis, "L'équilibre entre l'exportation et l'importation", *Ergassia*, 16-5-1931, 72 p. 483 (en grec).

⁴¹ Par exemple, l'indice du prix du tabac, ayant pour base 100 pour l'année 1928, baisse à 50 en 1931 pour le prix de vente, mais en 77 pour son prix d'exportation. BAG, *Rapport sur l'activité de l'an 1935*, Athènes, BAG, 1936, p. 13. Cf. Brégianni, p. 152-154 en ce qui concerne la quantification des hypothèses mentionnées ci-dessous, en grec.

⁴² BAG, *Rapport sur l'activité de l'an 1930*, Athènes, BAG, 1931, p. 7-8, en grec.

⁴³ Evélpidis, op. cit., p. 182 & 175-177.

An	Totalité des terres cultivées	Blé	Céréales (y compris le blé)	Tabac	Raisin
1928	100	100	100	100	100
1929	97.1	93.1	91.8	108.7	88.8
1930	111.9	107.7	110.9	103.9	104.1
1931	121.5	113.6	119.7	90.7	104.8
1932	120.8	112.8	119	68.1	106.6
1933	130.9	128.9	127.6	83.3	111.9
1934	134.9	147.2	132.8	78.7	112.1
1935	144.5	165.8	142.6	84.7	120.2

Source: Haut Conseil Economique, *L'économie grecque pendant l'année 1935*, Athènes, Imprimerie Nationale, 1936, p. 4-5, en grec.

Comme réaction spontanée de l'économie du village face à la crise de la commercialisation de la production, on doit considérer la tournure vers l'autoconsommation, décrite par l'augmentation des terres cultivées par les produits consommés sur place (ou destinés aux marchés voisins) tels que les légumes : celle-ci représente une hausse de 220% en 1935 en comparaison avec leur culture en 1928⁴⁴. Autre aspect indicatif est le développement de l'élevage, dont la production augmente constamment durant les années de la crise, surtout en ce qui concerne le nombre des petits animaux élevés⁴⁵. Il s'agit, donc, de l'élevage domestique destiné à couvrir l'alimentation de la famille agricole. Ainsi, autre que le déficit de la balance extérieure gonflée à cause de la baisse des prix d'exportation, on note que la crise agraire a eu des conséquences négatives en ce qui concerne la consommation, prenant en considération la restriction des revenus agricoles et la diminution du pouvoir d'achat auprès la population rurale.

La crise agraire a provoqué la gradation progressive des politiques protectionnistes, lesquelles au fur et à mesure deviennent interventionnistes. Sous cette optique, il est à préciser que l'application d'une politique agraire concrète et d'un programme agricole intégral était approuvée avant que la crise n'en exprime impérativement son exigence : la protection de l'agriculture était intégrée par le gouvernement des Libéraux au programme de la reconstitution économique du pays dès 1928. Le Premier Ministre E. Vénizelos acceptait l'existence de plusieurs moyens

⁴⁴ Haut Conseil Economique, *L'économie grecque pendant l'année 1935*, Athènes, Imprimerie Nationale, 1936, p. 4-5, en grec.

⁴⁵ Ibid, p. 39-41.

protectionnistes en ce qui concerne le développement rural, mais il n'était pas d'accord avec une politique d'autarcie économique, croyant que l'agriculture devrait être assimilée à l'évolution des structures productives du pays⁴⁶.

Durant la période de la modernisation (1928-1932), la transformation du secteur rural se matérialise, dans le cadre de la diffusion du crédit agricole et de la réforme agraire déjà insinuées étant les nœuds centraux de la politique agraire, par un ensemble des mesures visant à soutenir l'économie agricole : parmi eux, on peut compter la fondation de plusieurs organismes, de caractère étatique, visant à protéger la production agricole⁴⁷, les mesures législatives pour la protection des cultures céréalières et l'extension des travaux de bonification des terres et du drainage. La politique agraire suivie par le régime parlementaire a eu comme résultat, sur le plan démographique, l'annulation de l'exode rural⁴⁸ : ainsi, selon le recensement agricole de 1929, la population de la campagne correspondait à 67% de l'ensemble de la population, tandis qu'en 1920 à son 73%⁴⁹. D'autre part, on note l'extension des terres cultivées, durant la même période ; entre 1929 et 1932, l'augmentation moyenne de la superficie cultivée s'élève à 38%, par rapport au taux moyen des années 1920-1924⁵⁰. Dans le cadre de la culture intensive, la petite exploitation s'oriente vers des produits d'une forte valeur ajoutée, alors que la culture céréalière reste –au niveau national- stationnaire. Comme on l'a déjà démontré aux pages précédentes, -et comme les datas provenant de la Société des Nations le prouvent-, ces évolutions sont fortement liées avec les structures créées par la réforme agraire et l'établissement rural des réfugiés.

L'impact de la crise obligea à la prise de mesures ne visant plus à protéger le secteur rural, mais à former progressivement le cadre d'une vaste intervention étatique. Ainsi, dès 1930, la production agricole a été dégrevée par «des contributions

⁴⁶ G. Dafnis, *La Grèce d'entre-deux-guerres*, Athènes, Ikaros, 1955, vol. 2, p. 89-90, en Grec.

⁴⁷ Dans ce cadre s'inscrivent la fondation de l'Organisme Autonome de Raisin Sec (1925), celle de la Caisse Centrale de l'Assurance contre les catastrophes naturelles (1927), et de l'Institut du Cotton (1932). La création d'ailleurs d'organismes spécifiques de protection d'un produit concret véhicule la modernisation rurale et représente un instrument de développement.

⁴⁸ Il est exact que la transmission des exploitations et les façons diverses par lesquelles elle se réalise reproduit l'ordre social dans la campagne. Cf. B. Beaur, « La transmission des exploitations : logiques et stratégies. Quelques réflexions sur un processus obscur », *Mélanges de l'Ecole française de Rome. Italie et Méditerranée*, 110/1, 1998, p. 109.

⁴⁹ B. Alivizatos, *La Grèce rurale et son évolution*, Athènes, 1939, p. 13 (extrait du *Bulletin de la Banque Agricole*), en grec.

⁵⁰ B. Alivizatos, « République et agriculture. Le rapport d'une décennie », *Ergassia*, 27-5-1934, 231, p. 660.

fiscales excessives⁵¹ » : ainsi ont été suspendus, pendant 1930 et 1931, les impôts sur la rente foncière, et dès 1-6-1931, des impôts sur l'exportation de l'huile d'olive (ceux-ci pour une période indéfinie). Progressivement, ils ont été diminués les impôts sur le raisin sec et ceux sur l'exportation du vin⁵². Même s'il est clair que ces mesures fiscales visent à soutenir des produits qui traditionnellement sont destinés à l'exportation, la restriction des impôts décrit aussi une politique qui tend à conduire l'agriculture des cultures commercialisées à la production destinée au marché intérieur, voire à l'autosuffisance.

En outre, un arsenal des mesures concernant la protection des certains produits – commercialisés ou non- a été mis en place : la concentration du blé depuis 1927 et en général les mesures législatives sur la protection de la production céréalière, les lois par rapport à la protection de l'huile d'olive, et celles sur le rachat du tabac sont quelques-uns parmi eux. D'autres mesures, du caractère urgent, manifestent ainsi la pénurie qui, à l'aube des années trente dévaste le monde campagnard : ainsi, l'Etat charge la Banque Agricole (et la Banque Nationale qui est partie prenante en tant que représentant de la Banque Agricole dans plusieurs villes) d'acheter ou de concentrer, et par la suite de distribuer à crédit les semences de blé, d'orge et d'avoine. A ce point, on doit accentuer le nouveau rôle consenti au crédit agricole : progressivement, durant les années trente la Banque Agricole a favorisé l'octroi –vers agriculteurs et vers coopératives- des crédits à court terme sur gage « fictive » de produits⁵³ : c'est-à-dire que la Banque –toute en cherchant de sécurité pour ses placements, soutient la production et également la survie de la famille agricole. D'autre part, l'expansion du réseau bancaire tendant à couvrir le territoire national –après un politique stationnaire durant les premières années de la crise- vérifie le rôle primordial accordé à la diffusion du crédit agricole. En outre, la situation dans le monde rural, situation au moins difficile, est aussi décrite par des mesures telles que l'exonération des droits du maïs et de l'orge importés, et de la distribution du maïs aux populations montagnardes touchées par la famine⁵⁴. Parallèlement, était mis à l'essai la transmission de

⁵¹ Banque Nationale de Grèce, « Rapport du Gouverneur I. Drosopoulos sur l'activité de l'an 1930 », Athènes, 28-3-1931, en Grec.

⁵² Décret présidentiel, 14-9-1931, « sur la restriction des impôts, spéciaux ou régionaux, imposés à la production de raisin sec », & « sur la restriction des impôts, spéciaux ou régionaux, imposés sur le vin exporté ».

⁵³ Cf. pour l'élaboration des datas relatifs, provenant des Rapports Annuels de la Banque Agricole ; Brégianni, «Banking system and Agricultural cooperatives in Greece (1914-1936): institutional renovation or economic decline?», op. cit.

⁵⁴ Loi 5290, 12-12-1931, JO 413, « sur l'exonération des droits du maïs et de l'orge importés ».

méthodes de culture modernes et en général l'évolution qualitative de cultures : ainsi, pendant la période 1932-1933, ont été créés des instituts agronomiques pour l'amélioration du blé de semence, des centres pour l'amélioration des plantes cultivées, l'Institut du Tabac, et quelques fermes expérimentales⁵⁵. En général, on constate une protection globale du secteur rural, autour du quel pivotent non seulement les intérêts économiques de l'Etat, mais également la stabilité de l'ordre social, comme on l'a déjà mentionné et comme le vérifient les sources officielles : *Il est vraiment consolant que non l'Etat exclusivement et les agents de notre politique agraire, mais aussi la Société entière, ont accepté le principe que notre production agricole consiste en élément maximal par rapport à l'équilibre de notre effort vers l'autarcie économique du pays. En plus, il est accepté que le relèvement économique des agriculteurs, ainsi que leur tranquillité psychologique crée l'obstacle inaccessible contre chaque tension péremptoire qui pourrait mettre en danger la stabilité social*⁵⁶.

La planification centrale de la politique agraire se déploie, alors, autour deux objectifs principaux : d'un part, vise à l'autonomie alimentaire contre l'instabilité du marché mondial⁵⁷. Au même temps, cette politique est considérée comme indispensable à cause de la faillite de l'Etat grec en 1932⁵⁸. Puisque en général les années trente sont une période de clôture, la problématique qui se développe autour du rôle de l'agriculture grecque –mais aussi les pratiques appliquées par l'Etat- englobent notamment la question des potentialités de la production agraire d'alimenter la nation⁵⁹. Lié réciproquement à cet objectif, le cible d'équilibrer la balance commerciale a abouti au développement des activités productives nationales, l'accent

⁵⁵ Banque Agricole de Grèce, *Rapport d'activité de l'an 1933*, Athènes, 1934, p. 3, en Grec.

⁵⁶ Banque Agricole de Grèce, *Rapport d'activité de l'an 1934*, Athènes, 1935, p. 4, en Grec.

⁵⁷ Néanmoins, la production agricole incarne généralement un facteur de sécurité pour l'économie nationale, ne consistant pas un prototype des périodes des crises. Cf. P. Coulomb, H. Delorme et al., *Les agriculteurs et la politique*, Paris, Presse de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1990, p. 19-20. Par contre, il est clair que durant des périodes d'organisation libre du commerce international, le rôle de la production agricole nationale se diminue considérablement.

⁵⁸ C. Brégianni, "After the 1932 Greek Default: Political views and strategies in a period of increasing economic protectionism (1932-1936)", *Bulletin of the European Association for Banking and Financial History*, 2012/2, p.21-31. Cf. à cet article pour la bibliographie correspondante.

⁵⁹ Dans cette perspective, on peut inscrire le débat scientifique –publié dans la revue du milieu libéral *Ergassia* au cours de l'an 1933-, débat traitant la question agraire sur le plan du dynamisme intérieur de l'agriculture à produire les quantités nécessaires pour l'alimentation de la population. Explicitement, cette série des articles est intitulée «La Grèce pourrait-elle arriver à l'autarcie en produits agricoles? ».

étant mis sur l'agriculture grâce à sa place dominante au volume du commerce extérieur, durant toute cette période. D'autre part, il est à noter que la crise mondiale a eu aussi comme résultat l'élargissement du déficit du commerce extérieur, vu que les ressources en devises ont été anéanties après la faillite de l'Etat en 1932.

On a fait déjà référence aux politiques internes concernant la protection de l'agriculture, telles que l'amélioration des rendements par hectare, l'extension des terres cultivées et l'amélioration qualitative des produits. L'effort à échapper -même partiellement- la monoculture a englobé la protection du blé⁶⁰, produit de la première importance en ce qui concerne l'alimentation de la population, rurale et urbaine. En général, dans le cadre du nationalisme économique des années trente, l'autarcie en blé a été accentuée comme facteur primordial pour la possibilité de la «Nation» de se nourrir⁶¹ et de survivre.

A côté de ces politiques internes, le cadre international imposait aussi un contexte protectionniste : la protection douanière de produits agricoles, qui en Grèce s'applique durant les années trente, consiste aussi un facteur qui joue sur la scène internationale de l'époque. Ainsi, l'alliance des pays agricoles dans les fora internationaux –ceux-ci insistant sur leur droit de protéger leur secteur rural- avait pesé considérablement en ce qui concerne l'approbation de cette politique protectionniste, à une époque où la stabilité monétaire et la libre échange étaient encore en jeu⁶². Du côté de l'évolution globale, on peut supposer que le changement de la politique allemande et la prise des mesures protectionnistes concernant la régularisation étatique de l'économie nationale par ce pays⁶³, ont contribué à l'autorisation par les organes internationaux de la protection douanière à l'égard de la production agricole, sans obstacles sérieux.

Etant une pratique généralisée en Europe et étant également aperçue comme mesure nécessaire face à la crise⁶⁴, des actes bilatéraux de compensation commerciale

⁶⁰ En ce qui concerne la protection du blé et de mesures prises concrètes, cf. Brégianni, *Les Banques, l'agriculture ...* op. cit., p. 172-179. Cf. aussi, supra, tableau 5.

⁶¹ Telles sont aussi des apostrophes dans les discours de Mussolini, ce dernier liant l'expansion de la Nation avec son autarcie en blé, depuis les années vingt.

⁶² Cf. Archives privées de Charles Rist, Archives de la Banque de France, D. 28.

⁶³ Cf. C. Steuermann, *La crise mondiale, ou Vers un capitalisme d'Etat*. Paris, Gallimard, 1931, fr. transl., 5th ed., p. 212. H. James, *The German Slump. Politics and Economics. 1924-1936*, Oxford, Clarendon Press, 1986.

⁶⁴ En effet, l'Haut Conseil Economique a donné en 25 juillet 1932 son accord, à la question posée par le Premier Ministre E. Vénizelos, concernant la possibilité de la Grèce à organiser son commerce extérieur sur la base de clearing : Haut Conseil Economique, *Le commerce Grec et les actes de la compensation commerciale*, Athènes, 1933, p. 9, en grec.

ont été conclus par la Grèce depuis déjà 1932, juste après la faillite de l'Etat. Cette politique a été suivie également par le gouvernement du Parti Populaire, qui avait succédé les Libéraux en 1933. Ainsi, durant la période 1933-1935 la presque totalité de transactions commerciales a été réalisée sous la base de clearing, tandis que en 1935 la « méthode » de la compensation commerciale a été systématisée.

A la base de cette politique, se trouve le déficit permanent de la balance commerciale, qui -selon les organes relatifs de la Société des Nations et les économistes Grecs- a contribué considérablement à l'émergence de la crise grecque: en effet, ce-ci a monté au 45% l'an 1929 et au 40% en 1930⁶⁵. En termes réels, le déficit commercial correspondait de 6 millions à 10 millions £, en ce qui concerne les années avant 1932, une situation qui pourrait s'aggraver sous l'influence de la crise⁶⁶. Comme on l'a déjà mentionné, en juillet 1935 le système de la compensation commerciale a été renforcé par la jurisprudence du gouvernement du Parti Populaire, P. Tsaldaris étant le Premier Ministre. Cette nouvelle organisation représente le nouveau, plus centralisé encore, rôle de l'Etat en ce qui concerne son intervention au secteur économique⁶⁷. Selon les responsables de l'application de la politique économique, la nouvelle organisation du commerce extérieur était indispensable, vu que les autres pays balkaniques aient fondé la plus grande partie de leur exportation sur les actes clearing. Il est, alors, évident que les politiques interventionnistes ont créé des conditions nouvelles en ce qui concerne la position de la Grèce et des autres pays balkaniques au marché international.

Malgré la réorganisation du système clearing en 1935, cette même année la balance du commerce international représente un déficit considérable, s'élevant à 3,5 billions drachmes⁶⁸. Comme le premier Gouverneur de la Banque de Grèce A. Diomidis le souligna, en général les exportations grecques représentent le 50% des importations,

⁶⁵ Archives of Eleferios Vénizelos, Benaki Museum/Athens, D. 062. SdN. Comité Financier. Rapport au Conseil sur les travaux de la quarante-cinquième session du Comité (Paris 3-24 mars 1932). Appendices relatifs à la Grèce, p. 8 & 10.

⁶⁶ Haut Conseil Economique, *Le commerce Grec ...op. cit.*, p. 9, en grec.

⁶⁷ Haut Conseil Economique, *L'économie grecque durant l'année 1935*, Athènes, 1936, p. 67, en grec & M. Psalidopoulos, *La crise de 1929 et les économistes grecques*, Athènes, 1990, p. 72-73, en grec.

⁶⁸ *Ergassia*, "L'économie grecque durant l'année 1935", 7 (1936), p. 226-228, en grec, article non-signé, basé sur les data de l'Haut Conseil Economique.

une différence qui ne changea pas en raison de la crise ou de la politique appliquée⁶⁹. Selon Diomidis, ce déficit est aussi dû à la demande élastique de la plupart des produits exportés, c'est-à-dire des produits agricoles. Résultante de la politique commerciale durant les années 1932-1935, une relation plus proche a été établie entre la Grèce et l'Allemagne; la totalité de l'actif de la compensation commerciale –qui surpassait l'une billion de drachmes- a été dérivée par le commerce extérieur allemand⁷⁰. Les transactions commerciales entre la Grèce et l'Allemagne correspondaient notamment à l'échange des armes pour les tabacs.

La crise agraire a donc créé un nouvel cadre en ce qui concerne les objectifs de la politique agraire étatique : d'un part, l'Etat a mis en œuvre la monétarisation du secteur rural et la réorganisation de la production agricole, celle-ci dirigée vers le consommation intérieur. L'expansion du marché intérieur était d'ailleurs une précondition de la politique économique des années '30 au niveau international, mais au même temps une obligation pour l'Etat grecque, après sa faillite en 1932 et son accès, par conséquent, très limité au marché international des capitaux. D'autre part, ayant comme but de supporter l'équilibre de la balance commerciale, la politique agraire de l'époque a sauvé un pourcentage considérable de la culture des produits commercialisés, destinés à l'exportation. Ces deux objectifs ont été servis par la création des monopoles d'Etat, en ce qui concerne la diffusion des capitaux vers le crédit agricole officiel, la concentration des produits, et la sauvegarde de leur prix.

⁶⁹ A. Diomidis, "Les points faibles de l'économie grecque ", *Ergasia*, 6 (1935), p. 1298-1300, en grec.

⁷⁰ Ibid.